



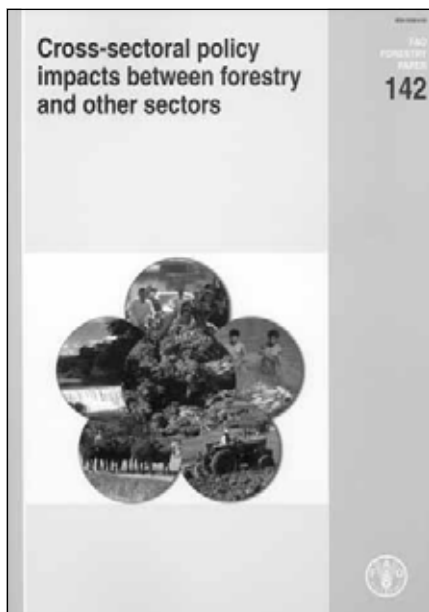
Les politiques forestières et celles des autres secteurs s'influencent mutuellement

Cross-sectoral policy impacts between forestry and other sectors. 2003. FAO Forestry Paper No. 142. Rome, FAO. ISBN 92-5-104937-8.

Il est indispensable d'intégrer la foresterie avec d'autres secteurs, en particulier l'agriculture, au stade de l'élaboration des politiques, afin qu'elle ne soit plus isolée du courant principal des initiatives de développement, d'autant que les politiques intéressant d'autres secteurs jouent un rôle essentiel dans la gestion forestière durable. Ces dernières années, les pays membres de la FAO ont souligné, par l'entremise du Comité des forêts (COFO) l'importance des liens intersectoriels et demandé que la FAO aide les pays à les renforcer et à promouvoir l'échange d'informations entre les secteurs. La présente publication a pour but d'aider les décideurs à prendre en compte les préoccupations des autres secteurs dans leurs politiques forestières, et à préparer le terrain pour que les autres secteurs fassent une place plus grande à la dimension forestière.

Ce livre regroupe des articles de cinq auteurs. Le Chapitre 1 expose la situation pour faire comprendre les effets des politiques intersectorielles et examine l'impact de certaines tendances importantes comme la mondialisation, la privatisation, les processus participatifs et l'accroissement et la diversification de la demande de biens et de services

Le Chapitre 2 présente des monographies du Brésil, de l'Italie, du Mali, du Mexique, de la Roumanie, de la République-Unie de Tanzanie et de la Thaïlande, pour illustrer la diversité des contextes socioéconomiques et environnementaux dans lesquels les politiques sont formulées et appliquées.



Le Chapitre 3 indique des instruments et des arrangements institutionnels utiles pour optimiser les effets des politiques à différents stades du développement du secteur.

Le Chapitre 4 préconise un système intégré de comptabilisation environnementale et économique pour rassembler, analyser, suivre et évaluer les informations sur les effets des politiques entre les secteurs. Cette comptabilisation peut démontrer les avantages économiques que procurent les écosystèmes forestiers à d'autres secteurs, tels que le développement rural, l'agriculture, les pêches, le tourisme, l'approvisionnement des municipalités en eau, etc.

Enfin, le Chapitre 5 élabore un cadre pour mieux coordonner les politiques des différents secteurs, en améliorant le partage de l'information et des connaissances et en renforçant la participation.

Cet ouvrage intéressera les analystes des politiques, les décideurs, les gestionnaires des forêts, les représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes, les chercheurs et les enseignants concernés par les questions relatives aux politiques intersectorielles. Il devrait contribuer à renforcer la coordination en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques, et ce faisant promouvoir la gestion forestière durable et le bien-être des populations.

L'édition imprimée de *Cross-sectoral policy impacts between forestry and other sectors* contient aussi un CD-ROM avec les monographies nationales complètes et les actes d'une réunion technique sur le sujet, tenue en septembre 2002.

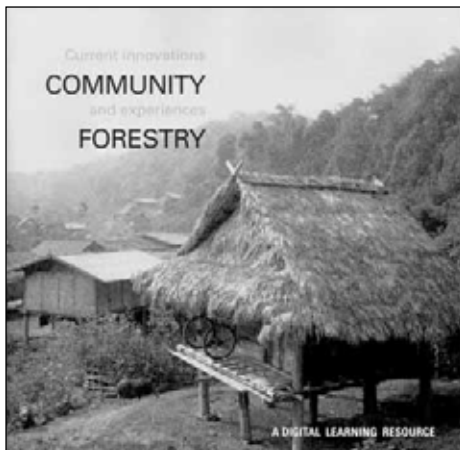
La publication est disponible en ligne, à l'adresse: www.fao.org/DOCREP/006/Y4653E/Y4653E00.HTM

Exploration de la situation actuelle de la foresterie communautaire en Asie

Community forestry: current innovations and experiences. A digital learning resource. 2003. Bangkok, Thaïlande, RECOFTC et FAO.

Le passage à la gestion communautaire des forêts pour tenir compte des liens entre la foresterie et les populations rurales est l'un des principaux acquis du siècle dernier, en matière de politiques forestières. Bien que le concept de la gestion communautaire des forêts soit déjà vieux de plus d'un quart de siècle, de nombreux pays commencent seulement à élaborer et à introduire les concepts appropriés à leur situation.

Cette brochure et le CD-ROM qui l'accompagne présentent les résultats (ainsi que des ressources additionnelles) d'une conférence internationale tenue en 2000 pour tenter de faciliter la transition des systèmes centralisés vers les approches de gestion communautaire des forêts. La Conférence internationale pour la promotion de la foresterie communautaire: innovations et expériences (Chiang Mai, Thaïlande, 25 au 28 septembre 2001), a passé au crible toute la gamme d'innovations sur laquelle repose le développement de la



foresterie communautaire et mis en évidence les problèmes émergents au niveau local, dans le but d'élaborer des stratégies pour appliquer cette approche à plus grande échelle. La Conférence, organisée conjointement par le Centre régional de formation à la foresterie communautaire (RECOFTC), la FAO, le Centre international pour la recherche en agroforesterie (aujourd'hui rebaptisé Centre mondial d'agroforesterie) (CIRAF), l'Union mondiale pour la nature (UICN) et le Projet de gestion durable des ressources dans les basses terres du bassin du Mékong (Allemagne), était plus particulièrement centrée sur les liens cruciaux entre la gouvernance, le renforcement des capacités et les innovations locales dans le domaine de la gestion communautaire des forêts.

La combinaison d'une brochure et d'un CD-ROM pour présenter le matériel de la Conférence, permet de fournir des informations plus complètes et détaillées et plus utiles que les actes de conférence habituels. Le CD-ROM interactif est structuré par sujet, comme suit:

- innovations locales: accords de cogestion, pratiques de gestion communautaire des forêts, entreprises forestières de type communautaire;
- renforcement des capacités et création de réseaux: éducation et formation, création de réseaux et gestion de l'information sur la foresterie communautaire;
- gouvernance des forêts: élaboration de politiques, réforme du secteur forestier.

Pour chacun de ces thèmes, le CD-ROM présente des rapports et des résumés des sessions pertinentes de la Conférence, accompagnés de nombreux matériels complémentaires. Le format interactif permet aux utilisateurs d'explorer par eux-mêmes les innombrables idées dont a débattu la Conférence.

La brochure contient une vue d'ensemble de la Conférence, ainsi qu'un document de réflexion sur la situation actuelle de la foresterie communautaire.

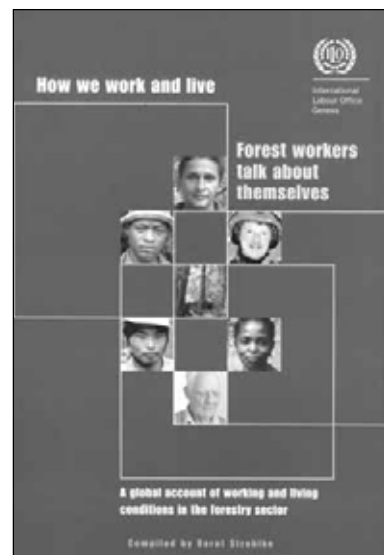
La vraie vie des travailleurs forestiers

How we work and live. Forest workers talk about themselves. A global account of working and living conditions in the forestry sector. B. trehke. 2003. Sectoral Activities Programme Working Paper No. 207. Genève, Suisse, Organisation internationale du travail (OIT). ISBN 92-2-114390-2.

La gestion forestière durable repose sur des travailleurs et des techniciens qualifiés et motivés. Les conditions de travail et de vie et les avantages du métier doivent être intéressants pour constituer une force de travail efficace et la retenir. Pourtant le travail des forestiers est souvent pénible, risqué du point de vue de la sécurité et mal rétribué. En découvrant qui sont les gens qui travaillent dans les forêts, quels sont leurs problèmes, leurs préoccupations et leurs frustrations, on fait un grand pas vers l'amélioration de leurs conditions de travail.

How we work and live raconte l'histoire de 55 travailleurs forestiers exerçant aux quatre coins du monde. L'ensemble de ces récits permet d'appréhender la diversité des situations qui englobent des climats, des cultures, des économies nationales, des problématiques hommes-femmes et des âges différents. Le travailleur le plus jeune est un Brésilien de 25 ans et le plus vieux est un Suédois qui va sur ses 90 ans. Les travaux manuels, les travaux mécanisés et la gamme complète des activités forestières sont représentés. Recueillis sur une période de près de deux ans, ces récits montrent à quoi ressemble le travail d'un forestier à l'aube du XXI^e siècle, à travers la planète. Des récits de travailleurs à la retraite montrent comment ont évolué les travaux des forêts sur de nombreuses décennies.

Malgré leur diversité, ces histoires vécues permettent à elles toutes de dresser un tableau général, d'où se dégagent plusieurs thèmes communs:



- La mobilité de la main-d'œuvre augmente et la stabilité de l'emploi diminue dans le secteur forestier, car le métier de forestier ne se transmet plus de génération en génération.
- Un forestier fait aussi bien des travaux très spécialisés, demandant de hautes qualifications, que des travaux manuels simples.
- Le travail à façon sous contrat est en train de remplacer le rapport d'emploi direct.
- Il existe d'importants écarts dans les rémunérations.
- La profession reste très risquée (accidents et maladies).
- Etant donné que les lieux de travail tendent à être éloignés des habitats humains, la plupart des forestiers vivent dans des camps ou font la navette tous les jours sur de longues distances.
- Les perspectives de promotion à des postes de responsabilité diffèrent dans les pays industrialisés, où l'éducation et la formation spécialisée sont les principaux facteurs d'avancement, et dans les pays en développement, où l'expérience a plus de poids.
- Les femmes font souvent les tâches pénibles, mais sont pénalisées sur le plan des salaires.
- Les travaux forestiers attirent souvent les migrants.

Les syndicats et les processus de certification peuvent améliorer les conditions de travail et de vie.

Ces histoires devraient intéresser les personnes concernées par la foresterie, celles qui interviennent dans la gestion des forêts, les forestiers et ceux qui étudient cette discipline. Elles devraient surtout être lues par ceux qui ont une possibilité d'améliorer les conditions de travail et de vie des forestiers, comme les propriétaires de forêts, les employeurs, les organisations de travailleurs et les organisations gouvernementales du secteur.

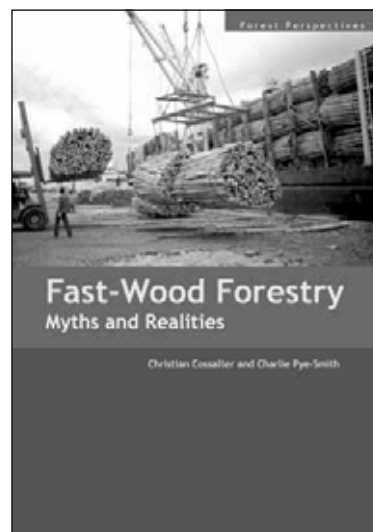
La publication est également disponible en ligne à l'adresse: www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/papers/forestry/wp207.pdf

Les plantations à croissance rapide: le pour et le contre

Fast-wood forestry – myths and realities. C. Cossalter et C. Pye-Smith. 2003. Bogor, Indonésie, Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR). ISBN 979-3361-09-3.

Les plantations à croissance rapide sont des plantations commerciales gérées de manière intensive, qui sont constituées d'une seule espèce, normalement eucalyptus, peupliers, pins et acacias. Elles produisent des bois ronds industriels à croissance très rapide et sont récoltées en moins de 20 ans. D'abord établies à très grande échelle au Brésil il y a plus de 30 ans, ces plantations couvrent aujourd'hui de vastes étendues dans de nombreux pays comme le Chili, l'Indonésie, le Portugal et la Thaïlande. On estime qu'il y a actuellement 10 millions d'hectares de plantations à croissance rapide dans le monde, et qu'environ un million d'hectares de plus devraient être convertis à cette utilisation chaque année. Compte tenu de l'augmentation rapide de la demande de papier et d'autres produits dérivés du bois, on peut penser que l'expansion des plantations à croissance rapide se poursuivra.

Alors que beaucoup de gens ont vanté les mérites des plantations à croissance rapide qui créent des emplois, contribuent à la croissance économique et atténuent la pression sur les forêts naturelles,



beaucoup d'autres ont fait valoir que ces plantations détruisaient l'environnement et entraînaient le déplacement des petits agriculteurs. L'ouvrage *Fast-wood forestry – myths and realities* fournit une analyse complète et détaillée des arguments pour et contre les plantations à essence rapide.

L'ouvrage étudie en détail les effets des plantations industrielles sur l'environnement, notamment sur la biodiversité, les ressources hydriques et la fertilité des sols. Les préoccupations relatives à la diffusion des ravageurs et des maladies dans les plantations forestières monospécifiques et les problèmes futurs qui pourraient résulter de l'utilisation d'espèces arborées génétiquement modifiées sont également analysées. La thèse selon laquelle la foresterie à croissance rapide procure aux communautés rurales des avantages sociaux précieux (emplois, infrastructures et revenus) est analysée sous tous les angles. La publication évalue aussi les avantages et les inconvénients des subventions et incitations auxquelles ont recours les gouvernements et les institutions internationales pour encourager l'industrie. Dans le dernier chapitre, les auteurs formulent une série de recommandations pour aider les plantations industrielles à croissance rapide à renforcer leurs effets positifs sur l'environnement et la société.

Après avoir étudié les arguments des détracteurs et des partisans, les auteurs concluent que les écologistes ont souvent exagéré les effets négatifs des plantations à croissance rapide, mais que les sociétés de plantations ont quant à elles généralement sous-estimé les dégâts que la foresterie à croissance rapide inflige à l'environnement et aux communautés locales. Le message de cet ouvrage est que la foresterie à croissance rapide peut créer de gros problèmes, si elle est mal gérée et mal exécutée, mais que si elle est planifiée et gérée comme il convient, elle peut produire bien autre chose que de grandes quantités de bois, notamment toute une gamme d'avantages sociaux et environnementaux. Où qu'elle soit mise en œuvre, elle nécessite une approche intégrée tenant compte des problèmes spécifiques au site.

Cet ouvrage est également disponible en ligne à l'adresse: [www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/Forest Perspective.pdf](http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/Forest%20Perspective.pdf)

Renforcer l'application du droit forestier

Can law save the forest? Lessons from Finland and Brazil. S.R. Hirakuri. 2003. CIFOR Forest Law Enforcement Governance and Trade Series. Bogor, Indonésie, Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR). ISBN 979-3361-02-06.

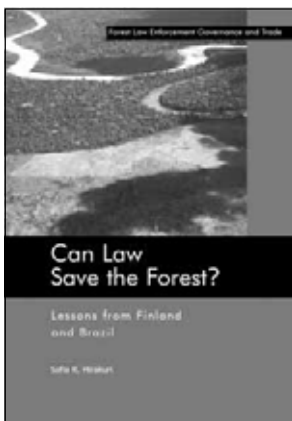
Les activités forestières non durables peuvent souvent être combattues par des lois – mais l'efficacité de la législation dépend dans une large mesure de son suivi et de son application rigoureuse. Dans bien des pays, c'est souvent le manque de respect des lois existantes sur la gestion des forêts, plutôt que le manque de lois, qui est la cause première de la foresterie non durable.

En effet, au Brésil, comme dans de nombreux autres pays tropicaux boisés, c'est au niveau de la mise en œuvre et non des politiques que se situe le problème. Cette étude compare les expériences du Brésil, où les lois sont peu respectées, et de la Finlande, où le taux d'application est élevé. Son but est d'identifier et de mettre en relief les variables qui pourraient être influencées ou mieux appliquées dans les pays forestiers tropicaux.

L'ouvrage commence par examiner comment les compagnies forestières et les propriétaires de forêts appliquent les lois et les réglementations sur l'environnement et la foresterie dans ce pays. L'auteur note qu'au Brésil, les pratiques d'exploitation forestière sont fortement réglementées, mais que les exigences juridiques, administratives et financières, notamment relatives aux permis d'exploitation, dissuadent d'appliquer les lois conçues pour protéger la forêt. Les autres facteurs qui font que les lois sont peu respectées sont les problèmes institutionnels et financiers que pose leur mise en application et les lacunes de la loi qui empêchent d'imposer des sanctions efficaces.

La partie suivante est une étude de cas sur le système finlandais de mise en application des lois forestières, qui est cité comme modèle. Cette étude de cas analyse le cadre juridique de la réglementation de la foresterie en Finlande et décrit l'approche de mise en application, qui repose fortement sur l'éducation des propriétaires de forêts – qui reçoivent une formation sur les prescriptions légales et les bonnes pratiques forestières – plutôt que sur des sanctions (approche «orientée vers le consensus»). L'auteur met l'accent sur l'approche orientée vers le marché de la politique forestière finlandaise, notamment le recours aux subventions et la promotion de la certification, et souligne ses effets bénéfiques, du point de vue du respect de la législation forestière.

Le dernier chapitre fournit une analyse comparative des deux études de cas, par rapport à d'autres pays d'Amérique latine. L'auteur reconnaît que les conditions dans lesquelles la foresterie est pratiquée sont radicalement différentes au Brésil et en Finlande, mais recommande une



combinaison d'approches réglementaires, orientées vers le marché, et orientées vers le consensus, à prescrire en général pour garantir le respect de la législation forestière.

Cet ouvrage est également disponible en ligne à l'adresse: www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/Law.pdf

Onzième édition de l'annuaire sur l'environnement

Yearbook of International Co-operation on Environment and Development 2003/2004. O.S. Stokke and Ø.B. Thommessen, eds. 2003. Londres, Royaume-Uni, Earthscan Publications. 11th ed. ISBN 1-84407-030-1 (relié); 1-84407-031-X (broché).



Réalisé par le Fridtjof Nansen Institute de Norvège, le *Yearbook of International Co-operation on Environment and Development* évalue les réalisations et les défaillances de la coopération internationale et décrit les positions internationales sur des problèmes d'environnement et de développement spécifiques, les principaux obstacles à une solution efficace au niveau international et formule des propositions pour les surmonter.

Dans cette onzième édition, la section consacrée aux problèmes actuels et aux thèmes clés est centrée sur les points suivants:

- partenariats transnationaux de parties prenantes lancés au Sommet mondial du développement durable, en 2003;
- Convention sur la protection du milieu marin dans la zone de la mer Baltique (Convention de Helsinki);
- la FAO et la gestion des ressources phylogénétiques;
- la Convention sur l'eau de la Commission économique pour l'Europe;
- la politique écologique extérieure de l'Union européenne;
- le Réseau du Tiers-Monde, une organisation non gouvernementale qui fait campagne pour des réformes de la gouvernance mondiale, en particulier au niveau du commerce international.

Comme toujours, la plus grande partie de l'annuaire est consacrée à une description des accords internationaux sur l'environnement et le développement, et présente des informations très complètes sur chaque instrument: objectifs, portée, date et lieu de l'établissement, conditions de participation, instruments et organismes affiliés, secrétariat, finances, règles et normes, suivi et mise en œuvre, organes décisionnels, publications clés et sites Web. On trouve également des informations à jour sur les organisations intergouvernementales, notamment des institutions spécialisées des Nations Unies et des ONG internationales.

L'annuaire est un guide utile pour ceux qui exercent des responsabilités au sein du gouvernement, dans des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et des industries, ainsi qu'un ouvrage de référence pour les institutions universitaires, les étudiants et les bibliothèques ouvertes au public.

De larges extraits du *Yearbook of International Co-operation on Environment and Development* sont également disponibles en ligne à l'adresse: www.greenyearbook.org